Entretien Bruno Giurato / Lettera43.it

1) On n'en est sans doute pas très loin. A la crise économique et sociale (tous les indicateurs économiques sont au rouge) s'ajoutent désormais une crise morale et une évidente déconnection du peuple vis-à-vis de la classe politique. Tous les sondages dont on dispose confirment des tendances lourdes, qui révèlent une défiance généralisée allant bien au-delà des institutions. Or, la confiance sociale est le fondement du lien social. L'effondrement de la confiance va de pair avec la montée de l'amertume et de la déception, de la frustration et de la rancœur, lesquelles peuvent engendrer une vague de colère. Cela ne veut pas dire qu'on va « faire l'Europe » (que je ne ferai pas l'erreur de confondre avec l'Union européenne), mais qu'un cycle est en train de s'achever.

2) Au XIXe siècle, on croyait encore que les réserves naturelles étaient gratuites et inépuisables. On sait maintenant qu'elles ne sont ni l'un ni l'autre. Avant d'être une théorie, la décroissance est un constat : il ne peut pas y avoir de croissance matérielle infinie dans un espace fini (et la Terre est un espace fini). En d'autres termes, les arbres ne peuvent pas grandir jusqu'au ciel ! Ce constat nous choque parce que nous avons pris l'habitude de considérer la croissance économique comme quelque chose de « naturel ». En réalité, cette croyance est relativement nouvelle. Historiquement, elle est liée à l'idéologie du progrès, qui est elle-même aujourd'hui en crise. Mais la décroissance, cela ne signifie pas l'arrêt de toute activité économique, le retour en arrière ou la fin de l'histoire. Il va seulement falloir nous habituer à modérer nos manières de vivre, c'est-à-dire à comprendre que « plus » n'est pas toujours synonyme de « mieux ».

L'austérité aujourd'hui mise en œuvre par les gouvernements européens pour satisfaire aux exigences des banques et des marchés financiers va se traduire par une baisse du pouvoir d'achat et une montée du chômage, c'est-à-dire par le résultat inverse de celui qui était escompté. Elle va entraîner le déclassement des classes moyennes et l'appauvrissement des classes populaires, mais elle ne va pas empêcher les plus riches de s'enrichir toujours plus. Cela n'a évidemment rien à voir avec la décroissance.

3) Vous parlez d'une Europe coupée en deux, mais on pourrait aussi parler d'une Europe coupée en trois, ces trois Europe correspondant à d'anciennes zones d'influence religieuse (catholicisme dans le Sud, protestantisme dans le Nord, orthodoxie à l'Est). Personnellement, je n'ai jamais considéré que ces « coupures » étaient un obstacle à l'unification politique de l'Europe. Elles confirment seulement la grande diversité des peuples et des cultures européennes, diversité qui doit être préservée, et non pas supprimée. Ce qui est en revanche frappant, c'est que l'Union européenne mérite chaque jour un peu moins son nom. L'instauration de l'euro, qui devait faire converger les économies européennes, a en réalité aggravé leur divergence.

L'actuelle construction européenne s'est en fait effectuée, dès le départ, en dépit du bon sens. On a d'abord misé sur le commerce et l'industrie au lieu de miser sur la politique et la culture. Après la chute du système soviétique, au lieu de chercher à approfondir ses structures politiques, l'Union européenne a choisi de s'élargir à des pays surtout désireux de se rapprocher de l'Otan, ce qui a abouti à son impuissance et à sa paralysie. Les peuples n'ont jamais été réellement associés à la construction européenne. Enfin, les finalités de cette construction n'ont jamais été clairement définies. S'agit-il de créer une Europe-marché ou une Europe-puissance ? C'est toute la question.

4) La Belgique s'est passée de gouvernement, mais l'absence de gouvernement n'a pas entraîné la disparition des administrations ! N'oubliez pas non plus que la Belgique un petit pays, qui n'a pas de véritables ambitions internationales. Ce qui se passe dans tous les autres pays d'Europe touchés de plein fouet par la crise (Grèce, Portugal, Italie, Espagne, etc.) montre au contraire ce qui se passe lorsque le politique capitule devant les exigences de la finance de marché. La crise actuelle, de ce point de vue, ne révèle pas l'insignifiance du politique, mais au contraire son importance essentielle.

5) Les positions du Front national ont beaucoup varié au cours de son histoire. C'est particulièrement évident dans le domaine économique. Il y a 30 ans, le Front national se disait volontiers libéral et « reaganien ». Aujourd'hui, depuis que Marine Le Pen, a succédé à son père, le même mouvement milite contre le libre-échange, réclame l'instauration d'un certain protectionnisme et dénonce avec vigueur la dérégulation économique qui a donné libre cours aux exigences des marchés. Je suis personnellement d'accord avec ce tournant, qui explique d'ailleurs qu'une grande partie de l'électorat frontiste provienne aujourd'hui de la classe ouvrière. Je reste en revanche en désaccord avec le jacobinisme « républicain » du Front national, avec son hostilité de principe envers le régionalisme et les « communautés », et avec son laïcisme islamophobe.

6) En Italie comme en France, les mots « droite » et « gauche » continuent d'être employés en référence au jeu politique parlementaire. Mais en même temps, les gens voient bien que les gouvernements « de droite » et les gouvernements « de gauche » font plus ou moins la même politique. C'est le système de l'« alternance unique » (Jean-Claude Michéa), c'est-à-dire de l'alternance sans alternative. La vérité est que la droite comme la gauche sont aujourd'hui confrontées à une crise d'identité profonde, d'autant que tous les grands événements créent des clivages inédits qui traversent les familles traditionnelles. Je pense pour ma part que le clivage droite-gauche n'est plus opérationnel pour analyser les enjeux actuels, qu'il est devenu obsolète. Un nouveau clivage beaucoup plus réel est celui qui oppose désormais les classes populaires (de « droite » et de « gauche ») à une Nouvelle Classe mondialisée aujourd'hui totalement coupée du peuple.

Sur le plan intellectuel, c'est encore plus évident. Le clivage droite-gauche ne permet absolument plus de situer des auteurs comme Régis Debray, Jean Baudrillard, Serge Latouche, Emmanuel Todd, etc., en France, ou comme Massimo Cacciari, Danilo Zolo, Marco Tarchi ou Costanze Preve, en Italie.

7) L'Europe a connu au cours de son histoire deux grands modèles politiques : celui de l'Etat-nation, dont la France a été l'exemple le plus typique, et celui de l'Empire, qui a été notamment celui de l'Allemagne et de l'Italie (empire romain, Saint-Empire romain germanique, empire austro-hongrois). Le modèle stato-national se caractérise par le

centralisme et le « jacobinisme », tandis que le modèle impérial repose sur le respect des diverses composantes de l'Empire, qui peuvent éventuellement bénéficier d'une certaine autonomie. Le fédéralisme me paraît être le système politique qui a le plus hérité des caractéristiques du modèle impérial, dans la mesure où il oppose le principe d'une souveraineté partagée au principe de la souveraineté « une et indivisible » théorisé par Jean Bodin, et aussi dans la mesure où il se fonde sur le principe de compétence suffisante, dit aussi principe de subsidiarité. L'Union européenne, que certains qualifient parfois de « fédérale », est de ce point de vue parfaitement jacobine puisqu'elle est dirigée, du haut vers le bas, par une Commission de Bruxelles qui se veut omnicompétente. Une véritable Europe fédérale fonctionnerait de la base vers le haut, dans le respect de l'autonomie des nations et des régions.

8) Les petits pays pourraient se fédérer entre eux, tandis que les grands pays pourraient se fédéraliser. Une place toute particulière devrait aussi être attribuée aux régions frontalières, qui sont appelées à se transformer en « euro-régions ». Mais au préalable, tout cela suppose une action à la base privilégiant le localisme et la vie communautaire locale, afin de favoriser la démocratie participative (démocratie de base, démocratie directe), de remédier à la dé-liaison sociale et de créer une nouvelle forme de vie publique, c'est-à-dire de citoyenneté.

9) Nous vivons en effet désormais dans une société « liquide » (Zygmunt Bauman), c'est-à-dire une société où tout ce qui était auparavant stable et durable tend à être remplacé par de l'instable et de l'éphémère. Nous sommes entrés dans le monde des flux et des reflux. Cette évolution va de pair avec un « présentisme » qui tend à évacuer les dimensions historiques de l'avenir et du passé, interdisant par là même la mise en perspective de l'instant présent. Cette société « liquide » est aussi, pour reprendre la formule de Cornelius Castoriadis, une « société de basses-eaux ». Le type humain qui y prédomine est celui de l'*Homo oconomicus* (l'individu consommateur qui cherche en permanence à maximiser son meilleur intérêt matériel), associé à celui du narcissique immature. De ce point de vue, une véritable « réforme intellectuelle et morale » exigerait déjà une « décolonisation » de l'imaginaire symbolique, aujourd'hui presque totalement assujetti à l'imaginaire de la marchandise. Pour l'heure, les conditions ne semblent en effet pas réunies. Mais ce que l'on voit aujourd'hui ne nous dit rien de ce qui se passera demain. La grande caractéristique de l'histoire humaine est qu'elle est imprévisible. L'histoire, par définition, est toujours ouverte.

10) C'est à mon avis une erreur d'opposer sans nuances d'anciennes sociétés où l'influence religieuse était forte à des sociétés modernes ou postmodernes d'où la religion aurait quasiment disparu. Les choses sont plus compliquées que cela. Le phénomène de la sécularisation, qui a marqué toute la modernité, est lui-même à comprendre comme une dialectique. D'un côté, les Eglises instituées ont cessé de patronner les valeurs sociales et les institutions politiques ; mais de l'autre, les grandes thématiques religieuses qui se formulaient autrefois de façon théologique ont été retransposées dans la vie séculière sous une forme profane. L'idéologie du progrès reprend à son compte la conception biblique d'une histoire linéaire orientée vers le meilleur, le « bonheur » se substitue au salut, la « main invisible » remplace la Providence, etc. L'idéologie des droits de l'homme, pour ne donner qu'elle, a aujourd'hui acquis le statut d'une religion civile planétaire.

D'autre part, le besoin pour l'homme de disposer d'un plus-haut-que-soi est à mon sens un invariant anthropologique. Il tient à la nature humaine. Ce qui ne veut pas dire que seules les religions traditionnelles peuvent y répondre. Je pense seulement que le sacré resurgit en général là où on ne l'attend pas, et que l'homme a toujours besoin de se dépasser lui-même pour donner un sens à son existence. Quant au nihilisme contemporain, il me paraît surtout résulter d'une disparition générale des repères qui fait tenir n'importe quelle opinion ou n'importe quel désir comme possédant une égale valeur. N'oubliez pas, enfin, que pour Heidegger le nihilisme n'est rien d'autre que l'accomplissement même de la métaphysique.

11) Le passé est toujours riche d'enseignements, mais comme le disait Lénine « l'histoire ne repasse pas les plats ». « On ne fera pas revenir les anciens Grecs », disait également Nietzsche. Je partage cette opinion, et c'est la raison pour laquelle j'ai toujours répudié le « restaurationnisme » qu'affectionnent les auteurs réactionnaires. Les milieux réactionnaires sont des milieux pour lesquels la référence au passé sert de reguge ou de consolation. Mais la nostalgie (« c'était mieux avant ! ») ne fait pas un programme… sauf si c'est la nostalgie de l'avenir ! Je pense en revanche que le passé ne peut être défini seulement comme quelque chose qui a eu lieu « avant nous ». Il constitue plutôt une *dimension* du présent. D'ailleurs, si l'on y réfléchit bien, c'est seulement dans le présent qu'il peut être perçu comme passé ! C'est ce qui permet de comprendre les leçons que l'on peut tirer de ce passé. Heidegger, pour qui les Grecs représentaient le commencement de notre histoire, disait que nous devions être « plus grecs que les Grecs ». Il voulait dire par là que nous ne devons pas chercher à refaire ce qu'ont fait les Grecs, mais à s'inspirer de leur exemple pour mettre en œuvre un *nouveau* commencement.

12) Il y a peu de choses à dire sur le régime nord-coréen, qui relève à la fois de la dictature familiale, du despotisme asiatique et d'une forme caricaturale de stalinisme. Mais pour qualifier la Corée du Nord, plutôt que d'« Etat-voyou », je serais tenté de parler d'Etat surréaliste ! La notion d'« Etat-voyou » ne veut en effet pas dire grand-chose. Elle a surtout été employée par les Etats-Unis pour disqualifier les pays qui contrariaient leur politique. Or, quand on regarde de près ce que les Américains reprochent aux « Etats-voyous », on s'aperçoit vite que les mêmes reproches pourraient aussi bien leur être adressés.

13) Je regarde le récent succès du Mouvement Cinq étoiles comme un symptôme révélateur de l'état de l'opinion publique, et plus spécialement du discrédit dans lequel est tombé la classe politique. Le fossé qui s'est creusé entre le peuple et les partis de gouvernement classiques est désormais tel que les gens se tournent, à tort ou à raison, vers tout ce qui leur paraît « hors cadre » ou « différent ». C'est en cela que leur vote a valeur de symptôme. Quant à ceux qui se bornent à agiter le spectre du « populisme », il est aisé de leur répondre que les élites en place ne sont pas moins « démagogiques » que les populistes, et surtout que ce sont les partis du système qui sont les premiers responsables de l'apparition et du développement des mouvements populistes. Si les électeurs se sentaient représentés par ceux qu'ils ont élus ou mandatés à cette fin, ils ne se tourneraient pas vers les populistes ! Ce que Beppe Grillo et ses amis vont maintenant pouvoir faire de leur succès est évidemment une autre affaire.

14) Internet joue aujourd'hui un rôle irremplaçable en matière d'information « alternative ». C'est grâce à lui que l'on peut espérer briser le conformisme médiatique, voire faire renaître de véritables débats. Je suis en revanche très sceptique sur la possibilité de développer sur le réseau une véritable « démocratie directe ». La démocratie directe exige une confrontation directe dans l'espace public. Les internautes peuvent bien se connecter entre eux par milliers, ils restent dans la sphère du privé. Ce n'est pas non plus en devenant des *addicts* de l'écran informatique, dépendant d'une télécommande ou d'un Smartphone, que nous allons remédier à la disparition du lien social. La sociabilité implique elle aussi l'expérience directe, le contact direct. Internet ne peut pas jouer ce rôle. Il n'en donne que l'illusion, tout comme Facebook donne l'illusion d'avoir des « amis ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je me refuse personnellement à figurer sur les réseaux sociaux. Mais il est vrai que je n'ai même pas de téléphone portable !

Alain de Benoist